

Il n'est pas surprenant qu'ils ne l'aient pas encore fait, car les conservateurs n'ont pas su profiter des occasions qui se sont présentées au fil des années. Ils n'ont pas su le faire et, pourtant, ils saluent aujourd'hui notre drapeau. Ils chantent notre hymne national et ils ont loué la Charte des droits, lorsqu'elle est entrée en vigueur la semaine dernière. Où étaient-ils, monsieur le Président, au cours du débat qui devait dicter le sort de ces entités canadiennes? Voilà la question. Pour être plus conforme à la réalité d'aujourd'hui, de 1985, où se situe le gouvernement par rapport à Investissement Canada face à l'investissement étranger? Les conservateurs sont du mauvais côté. Les Canadiens s'en rendent compte et y remédieront éventuellement.

**M. Taylor:** Le peuple vous a mis dehors et nous a élus.

## LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

### QUESTIONS À DÉBATTRE

**M. le vice-président:** En conformité de l'article 45 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député de York-Est (M. Redway)—La pornographie—Le rapport de la Commission Fraser; la députée de Trinity (M<sup>me</sup> Nicholson)—Les sociétés de fiducie—a) La société Western Capital Trust. b) Les déclarations de la ministre d'État aux Finances; la députée de Vancouver-Est (M<sup>me</sup> Mitchell)—La Charte des droits—a) L'égalité pour les femmes—Le rapport Abella. b) L'action positive.

● (1610)

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LA LOI SUR INVESTISSEMENT CANADA

#### MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-15, concernant l'investissement au Canada, dont le comité permanent de l'expansion économique régionale a fait rapport avec des propositions d'amendement, ainsi que des motions nos 1 et 2.

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, je suis content de pouvoir traiter du projet de loi C-15 concernant Investissement Canada, comme il a plu au gouvernement de baptiser cet organisme. Investissement Canada est le moyen que prend le gouvernement pour se défaire de l'Agence d'examen de l'investissement étranger qu'avait créée le gouvernement précédent.

Si l'Agence a suscité de nombreux problèmes, il n'y en a pas eu en ce qui concerne l'intention que le gouvernement poursuivait quand il a adopté cette mesure. En fait, dans bien des cas les problèmes ont probablement surgi quand les bureaucrates

### Investissement Canada—Loi

ont voulu précipiter les décisions. Il n'y a absolument aucun doute dans mon esprit que l'Agence d'examen s'est bien acquittée de la mission qu'on lui avait confiée. Le gouvernement précédent a dû céder à des pressions et prendre des mesures pour surveiller les investissements étrangers au cours d'une législature où il était minoritaire. Mon parti a fait pression auprès du gouvernement pour qu'il adopte une mesure qui a comblé le vide au moins en partie, mais ne nous a pas donné entière satisfaction.

Investissement Canada, l'organisme que le gouvernement actuel se propose de créer, ne réussira pas à protéger les emplois, l'industrie et les intérêts canadiens. Ce projet de loi, comme la mesure du gouvernement précédent, ne fait rien pour corriger les faiblesses inhérentes à notre économie et à nos structures industrielles. Je crois qu'on ne se trompe pas en disant que le Canada est probablement le seul pays au monde à traverser une étape de désindustrialisation. Tous les autres pays occidentaux ou presque s'industrialisent. Tous les secteurs de notre économie, surtout ceux de la fabrication secondaire, sont en période de déclin, que ce soit le caoutchouc, l'électronique, le matériel électrique ou même l'industrie automobile qui a toujours été le pivot de notre économie. Ils sont tous en perte de vitesse.

L'une des raisons de cet état de choses, c'est l'arrivée massive d'investissements étrangers sur lesquels il n'y a aucun contrôle. Pour employer une expression qui était en vogue au début des années 70, nous avons une économie de succursales. La politique du gouvernement libéral, nous a invités à ouvrir bon gré mal gré les portes à l'investissement étranger sans avoir vraiment notre mot à dire au sujet de ces investissements au Canada. Chose certaine, en tant que Canadiens, nous nous devons, non seulement pour nous-mêmes, mais également pour les générations à venir, de dire aux investisseurs étrangers que leurs investissements sont les bienvenus au Canada et de les encourager non seulement à créer des emplois pour les Canadiens, mais également à faire du Canada un pays industrialisé de premier plan. Nous devons également nous assurer que leurs investissements sont dans l'intérêt du Canada et des Canadiens, si nous leur permettons d'entrer au Canada et d'exploiter notre marché et notre main-d'œuvre, les gens travaillant pour obtenir une rémunération et des profits. C'est se moquer du monde que de dire que le Canada est maintenant ouvert à l'investissement et que nous sommes prêts à accepter n'importe quel investissement. Cela nous ramènerait à la politique libérale de 1949, alors que ce genre d'encouragement a été à l'origine des très graves problèmes structurels qui affligent le Canada à l'heure actuelle. Je le répète, nous voulons des investissements, mais il faut que ce soit des investissements qui profitent au Canada et aux Canadiens et qui restent au Canada afin de lui permettre de devenir un pays industrialisé de premier plan.